

## **Déclaration commune**

**En cette journée du mardi 17 février 2015,**

**- jour de soutien à Victor, musicien technicien intermittent du spectacle, lors de son procès et ,**

**- journée nationale des Inculpés du Dialogue social,**

**Nous citoyens, associations, collectifs, syndicats, partis politiques, composant le Comité de Soutien aux Inculpé(e)s du Dialogue Social,**

**Dénonçons toutes les tentatives de répression physique et violente du mouvement social, qui entravent l'expression légitime et libre de toute contestation.**

**Cette répression s'attaque par là-même aux droits fondamentaux et constitutionnels, comme le droit de manifester, de s'exprimer, de s'indigner, de désobéir, de se révolter.**

**Or, ces droits garantissent l'expression d'un contre-pouvoir pour tout citoyen. En cela, ils sont inhérents et essentiels à toute démocratie.**

**En conséquence, au vu des lignes politiques établies par nos gouvernants qui font le bonheur du grand patronat au détriment de l'intérêt général,**

**Considérant la répression sociale, qu'elle soit judiciaire, policière, patronale, médiatique, exercée à l'encontre de toutes celles et ceux qui luttent pour un progrès environnemental et social,**

**Considérant que les politiques menées par nos gouvernants mettent à mal nos droits sociaux et nos libertés,**

**Considérant que ce système va à l'encontre du sens du partage et de la solidarité,**

**Considérant les politiques économiques à deux vitesses qui séparent et stigmatisent toute une partie du peuple, en distinguant de bons et de mauvais citoyens,**

**Considérant que toutes ces politiques libérales favorisent les montées des intégrismes qu'ils soient religieux, idéologiques ou financiers,**

**Considérant la rupture démocratique à l'échelle européenne que constitue l'application des politiques d'austérité contre la volonté des peuples,**

**Considérant que le développement des grands et petits projets inutiles met en péril la survie de notre environnement et de notre planète,**

**Considérant un pouvoir financier tout puissant qui profite à 1% de la population de la**

**planète,**

**Nous, composants du Collectif de Soutien aux Inculpé(e)s du Dialogue Social, déclarons :**

**Que nous soutenons et défendrons Victor ainsi que Toutes et Tous les inculpé(e)s du dialogue social,**

**Que la conquête et la défense de nos droits sociaux pour une société plus juste et solidaire est primordiale,**

**Que l'éducation doit favoriser l'émancipation de chaque individu et l'acceptation d'autrui, le développement de l'esprit critique et une meilleure compréhension de ce qui nous entoure,**

**Que la libre circulation des personnes, quelles que soient leurs origines, est un droit fondamental,**

**Que tous ces progrès sociaux sont une arme face à toutes les montées des intégrismes,**

**Nous, composants du Comité de Soutien aux Inculpé(e)s du Dialogue Social, déclarons :**

**Que le capitalisme, l'explosion des inégalités et le recul démocratique constituent le socle de ce système responsable de tous ces désastres.**

**De tout cela, nous concluons à la nécessité absolue de converger ensemble pour de véritables politiques qui transforment radicalement nos modes de fonctionnements en collectivité.**

**Donnons la priorité à une véritable démocratie, à l'humain et à notre environnement.**

**Nous, composants du Collectif de Soutien aux Inculpé(e)s du Dialogue Social, nous avons su nous rencontrer et nous mobiliser en ce jour du 17 février 2015, jour national de convergence autour du procès de Victor :**

**Rassemblons-nous et continuons ensemble !**

*Approuvée en Assemblée Générale le 3 février 2015.*

**Signé : les organisations**